

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1548>

# **13<sup>me</sup> Congr<sup>s</sup> de la CSTM : Motion « Vivre et travailler au pays »**

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 1er ao<sup>ût</sup> 2011

Mis à jour le : lundi 1er ao<sup>ût</sup> 2011

---

**UGTG.org**

---



### **Motion Vivre et travailler au pays.**

La CSTM, réunie en son 13<sup>e</sup>me congr<sup>s</sup>, réaffirme sa fidélité à toutes ses prises de position antérieures sur l'existence du peuple martiniquais et de la nation martiniquaise.

Elle constate la br<sup>»</sup>lante actualité de ces extraits d'une déclaration de notre regretté secrétaire général Marc PULVAR, prononcée les 7 et 8 février 1990 à Bruxelles :

« Il y va maintenant de la survie de la nation martiniquaise menacée de naufrage dans l'océan européen. Notre peuple est insensiblement et de façon rampante, dépossédé de sa terre et de son patrimoine par des Européens de toutes nationalités. L'homme martiniquais est menacé de disparaître par expatriation vers l'Europe, par substitution de population, visant à faire de l'autochtone un minoritaire dans son propre pays. [L'homme] La Martinique a besoin de : Lutte pour empêcher la régression sociale qu'on veut nous imposer pour préparer le terrain à l'invasion européenne. Lutte pour préserver son patrimoine national, économique, écologique, culturel, humain ».

La CSTM affirme son désaccord avec l'actuelle orientation gouvernementale qui vise, d'une part, à favoriser la mobilité de nos compatriotes vers l'étranger, d'autre part, à favoriser l'implantation de plus en plus massive d'étrangers dans notre pays.

Elle prend acte de la volonté gouvernementale de supprimer la notion d'origine pour la remplacer par celle de « Centre d'intérêts matériels et moraux (CIMM) » qui mettrait sur le même plan les habitants d'origine des dernières colonies françaises et tous ceux qui viendraient s'y installer.

Cette suppression aurait des conséquences particulièrement dévastatrices dans l'enseignement où, à la conquête de haute lutte, au début des années 1980, une bonification substantielle permettant aux originaires des dernières colonies françaises d'avoir une priorité d'emploi sur ceux venus de l'étranger. Cette suppression enlèverait également toute base à l'existence des congés bonifiés acquis de haute lutte par nos compatriotes économiquement contraints d'émigrer en France.

La CSTM décide de lutter résolument, dans tous les secteurs, pour la priorité d'emploi aux martiniquais

sur le mot d'ordre « Vivre et travailler au pays ».

Elle mandate le nouveau bureau issu du congrès pour engager une campagne unitaire contre la suppression de la notion d'origine, et pour s'adresser en ce sens au K5F, aux élus martiniquais, et aux organisations syndicales des dernières colonies françaises.

**Fait à la maison des syndicats**

**samedi 25 juin 2011**